

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT
MATIGNON**

**18 RUE VANEAU
75007 PARIS**

Département - 75 VILLE DE PARIS
Commune - PARIS 7ÈME
Edifice - HÔTEL DE ROTHELIN CHAROLAIS

Opération - TRANSFERT DE LA CUISINE

DOSSIER CONSULTATION DES ENTREPRISES
(D.C.E.)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

C. C. T. P.

LOT 01 – DEMOLITION - CURAGE

Paris, Septembre 2017

SOMMAIRE

CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS	1
1.01 PRÉSENTATION DU PROJET.....	1
1.02 DÉFINITION DES OUVRAGES.....	1
1.03 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES	1
CHAPITRE II - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES	2
2.01 ECHAFAUDAGES.....	2
2.01.1 NORMES ET RÈGLEMENTS.....	2
2.01.2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES ECHAFAUDAGES	2
2.01.3 DÉTÉRIORATION DU MATÉRIEL LOUÉ	3
2.01.4 SECURITE ET PROTECTION INCENDIE	3
2.02 CURAGE - DEMOLITION.....	3
2.02.1 NORMES ET RÈGLEMENTS.....	3
2.02.2 ECHAFAUDAGES ET AGRES.....	4
2.02.3 PROTECTIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES	4
2.02.4 GESTION DES DECHETS	5
CHAPITRE III - DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	7
3.01 TRAVAUX DE DEMOLITION – CURAGE.....	7
3.02 PURGES ET RACCORDS.....	9
3.03 ÉVACUATION DES GRAVOIS AUX DÉCHARGES PUBLIQUES.....	10
CHAPITRE IV - NOTE FINALE	11

CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS

1.01 PRÉSENTATION DU PROJET

Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir les prestations du **Lot 01 – Démolition - Curage**, pour :

⇒ Le transfert de la cuisine de l'hôtel ROTHELIN CHAROLAIS
101 Rue de Grenelle à PARIS 7^{ème}.

1.02 DÉFINITION DES OUVRAGES

Les travaux comprennent la totalité des ouvrages énumérés ci-après, ainsi que tous ceux nécessaires à l'exécution des travaux décrits, même s'ils ne sont pas explicitement définis, l'entrepreneur devant, de par ses connaissances professionnelles, suppléer aux détails pouvant être omis.

Afin d'éviter toute contestation en cours de chantier, il est rappelé que les entreprises devront effectuer une visite approfondie pour reconnaître les lieux, la nature et l'importance des travaux à réaliser.

1.03 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES

L'entrepreneur du présent lot se référera aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Communes à Tous les Corps d'Etat (CCTC-TCE) applicables à chacun des corps d'état intervenant dans la présente opération.

CHAPITRE II - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

2.01 ECHAFAUDAGES

2.01.1 NORMES ET RÈGLEMENTS

Les travaux sont exécutés conformément aux documents ci-après :

- Les Eurocodes.
- Documents Techniques Unifiés
- Normes Françaises

La liste ci-avant n'est pas limitative, l'entrepreneur est réputé connaître l'ensemble de la réglementation applicable aux travaux dont il a la charge.

Note liminaire

Lorsque dans le présent document figure la formule « à l'identique », elle implique le respect des contraintes archéologiques et architecturales liées à l'histoire de l'édifice, ainsi qu'une identité d'aspect avec les parties conservées, mais elle ne préjuge pas d'un usage strict des matériaux initiaux comme des techniques de mise en œuvre.

Le présent document définit pour chaque ouvrage (ou élément d'ouvrage), toutes les données à imposer pour sa réalisation, soit en fonction des normes qui sont rappelées, soit en y dérogeant.

Pour un certain nombre de ces ouvrages, il est fait mention de « surfaces de références » à localiser sur les parties conservées, qui permettront à l'entreprise de connaître très précisément « le résultat » qui lui sera imposé et répondre ainsi à la notion d'identique exposée ci-avant.

2.01.2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES ECHAFAUDAGES

L'ensemble de ces ouvrages devra être calculé pour résister aux surcharges, au vent et à la neige, prévus par les règlements en vigueur, ainsi qu'aux surcharges d'usage, montage et stockage des matériaux, service des ouvriers, etc ... et pour l'ensemble des travaux TCE.

Les installations dans leur ensemble seront réalisées en matériels d'aspect neuf et devront être conformes aux dispositions réglementaires les régissant, notamment en ce qui concerne la sécurité des travailleurs.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions nécessaires afin que les échafaudages ne constituent pas un accès facile à l'intérieur de l'établissement.

Les prix d'unités devront comprendre tous les travaux accessoires nécessaires à la réalisation de l'ensemble notamment les cales, vérins, amarrages, trous et scellements éventuels, dressement au sol de repos, etc ...

2.01.3 DÉTÉRIORATION DU MATÉRIEL LOUÉ

L'ensemble des palissades, échafaudages, protections et bâches devra être en permanence de qualité irréprochable. Le Maître d'œuvre pourra à tout moment exiger l'enlèvement et le remplacement de tout élément défectueux ou détérioré ou faire procéder à tous nettoyages aux frais exclusifs de l'entreprise.

Tous ces ouvrages ne devront en aucun cas contenir des poussières de plomb.

Le Maître de l'Ouvrage décline toute responsabilité vis à vis de l'entreprise, pour la détérioration du matériel loué par les entreprises chargées des travaux des autres corps d'état des autres opérations.

2.01.4 SECURITE ET PROTECTION INCENDIE

L'entrepreneur devra prendre connaissance des conditions de sécurité du site et des prescriptions rappelées dans le PGC.

Les moyens de lutte contre le feu sont installés conformément au PGC. Les extincteurs sont maintenus en parfait état de fonctionnement. Les dépenses de location et d'entretien des extincteurs sont à la charge du compte prorata.

L'entrepreneur du lot unique est chargé notamment de fournir, de mettre en œuvre et d'entretenir les dispositifs de sécurité et ce, jusqu'à la fin des travaux du chantier.

Tous travaux par point chaud (soudage, découpage, meulage...) devront faire l'objet d'une demande de permis de feu auprès du Maître de l'Ouvrage.

Un permis feu sera établi par intervention et/ou par localisation (et non par zone). Les travaux par point chaud seront effectués le matin uniquement. Une humidification de la zone par brumisation sera effectuée au préalable. Un contrôle visuel de la zone sera effectué par l'entrepreneur du présent lot 3h puis 5h après les travaux

2.02 CURAGE - DEMOLITION

2.02.1 NORMES ET RÈGLEMENTS

Les travaux sont exécutés conformément aux documents ci-après :

- Les normes Européennes et normes Eurocodes.
- Documents Techniques Unifiés
- Normes Françaises
- Recommandation professionnelles et publications diverses des Chambres Syndicales et Organismes Professionnels.
- Aux règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.
- Avis techniques publiés par le C.S.T.B.
- Tous les décrets, règlements, arrêtés, etc..... en vigueur.

Sont également applicables :

- Les mesures de protections imposées pour les travailleurs exposés au plomb ou à la peinture à base de plomb.

- Décret 65-48 du 8 Février 1965 concernant l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (titre II : hygiène et sécurité des travailleurs) (JO du 20 Janvier 1965 – Rectificatif du 04 Février 1965), décret 88-120 du 1^{er} Février 1988 (JO du 5 Février 1988) et textes modificateurs.

La liste ci-avant n'est pas limitative, l'entrepreneur est réputé connaître l'ensemble de la réglementation applicable aux travaux dont il a la charge.

Tous les ouvrages énumérés au Chapitre III doivent être établis conformément aux directives européennes et règlements nationaux et locaux, aux dispositions prescrites par le PGC de manière à prévenir tous accidents vis à vis des ouvriers, des tiers et des existants.

2.02.2 ECHAFAUDAGES ET AGRES

En complément des échafaudages décrits au chapitre III du présent CCTP, l'entrepreneur doit tous les échafaudages et agrès nécessaires à la réalisation de ses prestations, ainsi que toutes les protections.

2.02.3 PROTECTIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Formation du personnel

Formation de tout le personnel intervenant sur le chantier.

Le personnel sera exclusivement salarié en CDI de l'entreprise spécialisée : pas de personnel en CDD ou intérimaire, la sous-traitance devra être autorisée, etc...

Sensibilisation du personnel en début d'intervention (type quart d'heure de sécurité).

Suivi médical

Le personnel intervenant fera l'objet d'un suivi médical, conformément au texte en vigueur et au Code du travail.

Equipements de protection individuelle (EPI)

Tout le personnel intervenant ou circulant en zone contaminée sera muni des équipements réglementaires conformément au texte en vigueur et au Code du travail.

Equipements de protection collective (EPC)

L'entrepreneur du présent lot doit, au titre de son marché, dans les circulations et dans les zones d'intervention, tous les équipements réglementaires conformément au texte en vigueur et au Code du travail.

Mesure d'hygiène

Dispositions :

- Ne pas manger, boire, fumer et mâcher du chewing-gum en zone de travail.
- Ne pas balayer.
- Aspirer ses vêtements de travail (combinaison jetable, masque, chaussures, etc.) avant de sortir de la zone et avant de les enlever.
- Ne pas utiliser un aspirateur non équipé d'un filtre absolu.
- Se nettoyer soigneusement avec du savon les mains et toutes les parties du corps non protégées, se brosser les mains et les ongles.
- En fin de journée, prendre une douche.
- Ne pas mettre ses vêtements civils en contact avec ses vêtements de travail.
- Ne pas rapporter chez soi un élément quelconque ayant été en zone de travail, en particulier aucun vêtement de travail.

Vestiaires

Des vestiaires conçus pour ce type d'intervention seront réalisés sur le chantier par l'entrepreneur du présent lot et dans les conditions prévues à l'article R.4412-156 du Code du Travail rappelé ci-dessus. Ses dimensions seront adaptées au nombre de travailleurs prévus, en tenant compte le cas échéant de la présence de personnels des deux sexes.

L'entreprise installera des blocs-sanitaires indépendants avec zone propre, zone sale et douche entre les deux.

L'entreprise du présent lot prendra en charge tous les branchements de fluides nécessaires, les évacuations correspondantes, les éventuelles demandes auprès des concessionnaires concernés et les consommations avec mise en place de compteurs adaptés.

Sas

Le sas est une zone tampon permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée, en évitant de disperser les poussières à l'extérieur. Les sas seront dimensionnés et équipés en conséquence et porteront une signalisation indiquant l'entrée interdite aux personnes non habilitées.

Les sas seront réalisés « en dur », avec portes rigides.

Des points d'arrivée d'eau propre et d'évacuation des eaux usées seront prévus pour chaque sas.

L'entreprise garde l'initiative du nombre et de la position des sas, sous réserve de respecter les prescriptions réglementaires.

2.02.4

GESTION DES DECHETS

Enlèvement des déchets

Sur le chantier, les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés. Les déchets et emballages ne devront en aucun cas être mis-en vrac à côté du bâtiment.

Le tri et l'évacuation des déchets se font sous la responsabilité de l'entreprise, conformément à la législation en vigueur, et à ses frais.

Stockage des déchets

Le stockage doit se faire dans des sacs plastiques étanches ou dans des conteneurs réservés exclusivement à cet usage. Un étiquetage indiquant l'origine, le nom du maître d'ouvrage et la nature des déchets seront apposés sur les sacs ou conteneurs.

Dans la mesure du possible, les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure de leur production, et au minimum tous les soirs.

De manière générale, l'entreprise s'engage à :

- Collecter et trier, avec le plus grand soin, les déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité.
- Conditionner hermétiquement ces déchets.
- Entreposer provisoirement ces déchets dans des locaux inaccessibles au public, en vue de leur enlèvement quotidien.
- Prendre toutes les dispositions pour éviter la production de poussière et la dissémination de déchets entre les zones de chantier et les zones d'enlèvement.

Les lieux de dépôt seront choisis par l'entreprise en fonction du classement des déchets, comme indiqué au paragraphe suivant.

Bordereau de suivi de déchets industriels (BSDI)

Tous les déchets industriels spécifiques, dont les déchets dangereux, doivent être évacués par un transporteur agréé respectant la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté du 17/10/1977, vers une décharge agréée.

CHAPITRE III - DESCRIPTION DES OUVRAGES

3.01 TRAVAUX DE DEMOLITION – CURAGE

3.01.1 Généralités

Les travaux de démolition seront exécutés avec soin en prenant toutes précautions usuelles et en installant tous dispositifs réglementaires et / ou jugés utiles de sécurité.

Si les locaux ou ouvrages à démolir nécessitent une désinfection, purge, évacuation, etc... les frais résultant de ces désinfections sont compris dans le prix global remis.

Tous les étalements nécessaires sont dus.

Toutes les protections particulièrement efficaces sont à mettre en œuvre pour palier tous risques de chute de gravois ou d'ouvrages déposés.

Une signalisation efficace sera conservée pendant toute la durée du chantier.
Il est rappelé que les travaux de démolition seront placés sous surveillance du Maître d'œuvre.

Localisation :
Suivant plan du Maître d'œuvre

- Pour l'exécution de ses travaux.

3.01.2 Echafaudages et agrès

L'entrepreneur du présent lot doit tous les échafaudages et agrès nécessaires à la réalisation des démolitions et curages.

Localisation :
Suivant plan du Maître d'œuvre

- Pour l'exécution de ses travaux.

3.01.3 Etalements

L'entreprise aura à sa charge tous les étalements, chevalements, poutrelles métalliques, tirants, etc..., nécessaires à la réalisation des travaux de dépose, curage, etc..., dans les meilleures conditions de sécurité pour les personnes sur le chantier ainsi que dans les espaces environnants.

Les étalements devront assurer la stabilité des ouvrages existants.

Localisation :
Suivant plan du Maître d'œuvre

- Pour l'exécution de ses travaux.

3.01.4 Sécurité et branchements

Toutes les règles de sécurité et de protection des ouvriers seront strictement respectées et inclus dans le prix global remis.

Des dégagements nécessaires à l'intervention des Sapeurs-Pompiers seront maintenus libres à tout moment.

Pour principe, les matériels utilisés pour les déposes et le curage fonctionneront à l'énergie électrique.

Les départs des raccordements et branchements aux égouts sont à boucher de façon étanche.

Localisation :
Suivant plan du Maître d'œuvre

- Pour l'exécution de ses travaux.

3.01.5 Neutralisation des réseaux

Avant le démarrage des travaux, l'entrepreneur du présent lot devra les consignations et coupures des réseaux fluides (eau, gaz, électricité, etc...) pour la zone des travaux dans l'établissement.

Localisation :
Suivant plan du Maître d'œuvre

- Pour l'exécution de ses travaux.

3.01.6 Démolition et Curage

L'entreprise titulaire du présent lot devra les travaux de démolition sans réemploi des ouvrages existants pour mise à nu et curage des locaux concernés, suivant plans de repérages et indications du Maître d'œuvre, notamment :

- tous les ouvrages non conservés tels que murs, cloisons, faux plafonds, revêtement de sols de toutes natures, bloc-portes, habillages bois, placards, rangements, électricité, tuyauteries, appareils sanitaires, etc...
- Les appareils, éclairages, réseaux et canalisations électriques, non conservés.
- Les appareils, réseaux et canalisations de fluides PL et CVC non conservés.
- Les appareils et accessoires de cuisine non conservés.

Elles résultent de la différence entre l'état existant et les plans de l'état projeté, ainsi que les instructions du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions pour ne pas détériorer les ouvrages contigus et conservés.

L'entrepreneur devra effectuer tous les sciages verticaux et horizontaux nécessaires afin de désolidariser l'ensemble à démolir de l'ensemble à conserver.

Les démolitions s'effectueront du haut vers le bas, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour prévenir la chute de matériaux et autres.

Localisation :

Suivant plans et indications du Maître d'œuvre :

Rangement au sous-sol (au droit du futur bac à graisse) :

- démolition de cloisons et porte, compris curage des murs et plafonds (sol en terre battue).

Cuisine :

- curage des sols en carrelage (compris chape de pose éventuelle), des murs et portes (excepté la faïence murale conservée, destinée à être recouverte par un doublage) et des plafonds.

Sas CL07 :

- curage des sols en moquette, murs et plafonds.

Dégagement Vestibule :

- démolition des cloisons, portes, emmarchements, compris curage des sols en carrelage, murs et plafonds.

Salle des Conseillers :

- démolition des cloisons séparatives intérieures de la pièce, compris curage des sols en PVC, murs et plafond (réseaux Chauffage et corps de chauffe conservés, excepté pour un corps de chauffe supprimé devant la grande fenêtre modifiée en porte-fenêtre).

Local Tampon :

- démolition d'une cloison séparative de la pièce C006 et Dégagement, compris curage des sols en PVC, murs et plafond (réseaux Chauffage et corps de chauffe conservés).

Réception :

- curage des sols en PVC, murs et plafond (réseaux Chauffage et corps de chauffe conservés).

Réserve Neutre :

- curage plafonds uniquement (tout le reste ainsi que les réseaux Chauffage et corps de chauffe sont conservés).

3.02

PURGES ET RACCORDS

Après travaux de dépose et démolition, purges manuelles et piochage des parties non adhérentes des maçonneries au droit des démolitions, au droit des murs, cloisons, arrachement des planchers, etc...

Descellement et dépose de tous les petits fers, clous, pattes, pitons, équerres, etc..., et agrafes scellées dans les pierres, dans les briques, dans les cloisons ou autres,

Equarrissage des trous jusqu'à la partie saine.

A la suite, rebouchage, renformis sur les maçonneries anciennes et raccords au mortier de chaux ou enduit plâtre suivant localisation, dressement selon nécessité.

Localisation :
Suivant plan du Maître d'œuvre

- Pour chaque zone d'intervention au droit des démolitions.

3.03 ÉVACUATION DES GRAVOIS AUX DÉCHARGES PUBLIQUES

Dispositions générales

Evacuation des gravois jusqu'aux décharges comprenant :

- La mise en place et l'évacuation des bennes.
- La gestion des bennes de chantier.
- Les chargements et transports en camions, bennes, containers, les autres manutentions incluses dans les ouvrages.
- Les droits de décharges éventuels.
- Les nettoyages de voirie réglementaires.

Dispositions particulières :

- Les gravois seront enlevés au fur et à mesure de leur production.
- Mise en place d'un tri sélectif réglementaire avec évacuation séparée :
 - . des déchets inertes : maçonnerie, béton armé, etc...
 - . des bois, huisseries, menuiseries, etc...
 - . des déchets plâtre (baccula des maçonneries et toitures), etc...
 - . des déchets industriels,
 - . des tuyauteries en plombs,
 - . Etc...

Localisation :
Suivant plan du Maître d'œuvre

- Les gravois résultant des travaux du présent lot.

CHAPITRE IV - NOTE FINALE

L'entrepreneur aura à sa charge tous les ouvrages de sa profession, utiles à l'exécution convenable et complète des travaux, de façon que leur achèvement dans les conditions déterminées par les documents contractuels ne donne lieu à aucun supplément, sauf modifications faisant l'objet **d'ordres formels et écrits**.

Lu et accepté

L'entrepreneur